JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

TARIF

ACHAT	ABONNEMENT ANNUEL	ANNONCES
<ul style="list-style-type: none"> ● 1 112 pages..... 200 F ● 161 28 pages..... 600 F ● 321 44 pages..... 1000 F ● 48 à 60 pages..... 1500 F ● Plus de 60 pages..... 2 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> ● TOGO.....20 000 F ● AFRIQUE.....28 000 F ● HORS AFRIQUE 40 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> ● Récépissé de déclaration d'associations .. 10 000 F ● Avis de perte de titre foncier (1^{er} et 2^e insertions)..... 10 000 F ● Avis d'immatriculation..... 10 000 F ● Certification du JO 500 F

NB. Le paiement à l'avance est la seule garantie pour être bien servi.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'EDITOGO Tél : (228) 221-37-18221-61-07/08 Fax (228) 222-14-89 - BP 891 - LOME

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - TEL : 221 - 27 - 01 - LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE**

**LOIS, ORDONNANCES, DECRETS
ARRETES ET DECISIONS**

DECRETS

2009

- 09 dec. - n° 2009-289 bis/PR portant ouverture et clôture de la période de révision des listes électorales pour l'élection présidentielle de 2010..... 1
- 30 dec. - n° 2009-296 IPR portant missions, attributions, organisation et fonctionnement de l'autorité de régulation des marchés publics..... 3
- 30 dec. - n° 2009-297 IPR portant attributions, organisation et fonctionnement des organes de passation et de contrôle des marchés publics..... 15
- 30 dec. - n° 2009-298 IPR portant augmentation du capital social de l'Union Togolaise de Banque (UTB) 18
- 30 dec. - n° 2009-299/PR relatif à l'achat et à la vente des substances minérales précieuses et semi-précieuses.....19

PARTIE OFFICIELLE

**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE**

**LOIS, ORDONNANCES, DECRETS
ARRETES ET DECISIONS**

DECRETS

**DECRET N° 2009- 289 bis/PR du 09/12/2009
portant ouverture et clôture de la période
de révision des listes électorales pour
l'élection présidentielle de 2010**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales, Porte-parole du gouvernement,

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 2000-007 du 05 avril 2000 portant modification de la loi n° 2000-018 du 24 août 2000 ;

Vu le procès-verbal de l'Assemblée nationale en date du 21 août 2009 portant nomination des membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) ;

Vu le décret n° 2008-121/PR du 7 septembre 2008 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2008-122/PR du 15 septembre 2008 portant composition du gouvernement, ensemble des textes qui l'ont modifié ;

Vu le décret n° 2009 - / PR du 15 octobre 2009 portant nomination du Président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) ;

Vu la proposition de calendrier faite par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : La révision des listes électorales se déroulera pendant la période du 14 décembre 2009 au 10 janvier 2010.

Art. 2 : Les opérations de révision se dérouleront selon le découpage et le calendrier annexes au présent décret.

Art. 3 : Les centres de révision seront ouverts tous les jours de 07 heures à 16 heures.

Art. 4 : Les modalités de révision sont définies par la CENI.

Art. 5 : Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 09 décembre 2009

Le président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Gilbert Fossoun HOUNGBO

Le ministre d'Etat, ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales, Porte-parole du gouvernement

Pascal Akoussoulèlou BODJONA

COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE (CENI)

CALENDRIER REAMENAGE DE LA REVISION DES LISTES ELECTORALES

1. Formation des techniciens : 25, 26, 28 et 29 novembre 2009

2. Formation des logisticiens : 29, 30 novembre, 1^{er} et 02 décembre 2009

3. Formation complémentaire des formateurs : 26 novembre 2009

4. Formation des Opérateurs de Saisie (OPS)
- 02, 03, 04 et 05 décembre 2009 pour la 1^{re} vague
06, 07 et 08 décembre 2009 pour la 2^e vague

5. Rencontre avec les partis politiques : 05 décembre 2009 ;

6. Simulation à la révision des listes électorales : 07 et 08 décembre 2009 ;

7. Formation des CELI et supervision de l'installation et de la formation des Comités des Listes et Cartes (CLC) : 10, 11, 12 et 13 décembre 2009 ;

8. Affichage des listes électorales de 2007 : du 12 au 13 décembre 2009 ;

9. Révision des listes électorales dans la zone I

- Lomé-commune - Golfe : du 14 au 23 décembre 2009 ;
- Reste de la zone 1 : du 14 au 18 décembre 2009 ;

10. Affichage des listes électorales de 2007 : du 24 au 25 décembre 2009 ;

11. Révision des listes électorales dans la zone II : 26 au 30 décembre 2009 ;

12. Affichage des listes électorales de 2007 : du 4 au 6 janvier 2010 ;

13. Révision des listes électorales dans la zone III : du 06 au 10 janvier 2010.

N 5 : Le reste du chronogramme du scrutin de 2010 reste inchangé.

COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE (CENI)

DECOUPAGE TERRITORIAL POUR LA REVISION DES LISTES ELECTORALES

N° d'ord.	PREFECTURES	OBSERVATIONS
ZONES I		
Sous Zone I A : Du 14 au 23 Décembre 2009		
1	LOME - COMMUNE	
2	GOLFE	
Sous Zone I B : Du 14 au 18 Décembre 2009		
3	AVE	
4	ZIO	
5	LACS	
6	VO	
7	YOTO	
8	HAHO	
9	MOYEN - MONO	
10	EST - MONO	
11	AGOU	

ZONES II		
Du 26 au 30 decembre 2009		
12	DANYI	
13	KLOTO	
14	AMOU	
15	WAWA	
16	OGOU	
17	BLITTA	
18	SOTOUBOUA	
19	TCHAMBA	
20	TCHAUDJO	
ZONES III		
Du 06 au 10 Janvier 2010		
21	ASSOLI	
22	BASSAR	
23	DANKPEN	
24	BINAH	
25	KOZAH	
26	DOUFELGOU	
27	KERAN	
28	OTI	
29	TANDJOARE	
30	TONE	
31	KPENDDJAL	

DECRET N° 2009-296/PR du 30/ 12 / 2009 portant missions, attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des marchés publics

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'Economie et des Finances,
Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu l'Acte Uniforme relatif au droit de l'arbitrage pris en application du traité du 17 octobre 1993 relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique ;

Vu la loi n° 2009-013 du 30 juin 2009 relative aux marchés publics et délégations de service public ;

Vu la directive n° 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine ;

Vu la directive n° 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine ;
Vu le décret n° 2008-050/PR du 7 mai 2008, relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le décret n° 2008-090/PR du 29 juillet 2008 portant organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 2008-121/PR du 7 septembre 2008 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2008-122/PR du 15 septembre 2008 portant composition du gouvernement, ensemble les textes modificatifs ;

Vu le décret n° 2009-277/PR du 11 novembre 2009 portant code des marchés publics et délégations de service public ;

Vu le décret n° 2009-.../PR du, portant missions, attributions, organisation et fonctionnement de la direction nationale du contrôle des marchés publics ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Le present decret porte missions, attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Regulation des Marches Publics (ARMP) chargée d'assurer la regulation independante du systeme des marches publics et delegations de service public.

Son siege est fixe a Lome. Des antennes regionales peuvent, en tant que de besoin, être creees, sur deliberation du conseil de regulation de l'Autorité de regulation.

Art. 2 : L'Autorité de regulation des marches publics est une Autorité administrative independante qui jouit d'une independance fonctionnelle et organique sur toutes les questions relatives a ses missions telles que definies dans le present decret.

Elle est dotée de la personnalite juridique et d'une autonomie de gestion administrative et financiere.

CHAPITRE 1^{er} : DES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS DE L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

Art. 3 : L'Autorité de régulation des marchés publics a pour mission d'assurer la regulation du systeme de passation des marches publics et des conventions de delegation de service public.

A ce titre, elle :

- emet des avis, propositions ou recommandations dans le cadre de la definition des politiques et de l'assistance a l'élaboration de la reglementation en matière de marches publics et de delegations de service public ;

- assure, en collaboration avec la direction nationale du contrôle des marchés publics, l'information, la formation

de l'ensemble des acteurs de la commande publique, le développement du cadre professionnel et l'évaluation des performances des acteurs du système de passation, d'exécution et de **contrôle** des marchés publics et **délégations** de service public ;

- exécute les **enquêtes**, met en œuvre des **procédures d'audits** techniques et/ou financiers indépendants, sanctionne les irrégularités constatées, **procède au règlement non juridictionnel** des litiges survenus à l'occasion de la passation des marchés publics et **délégations** de service public.

Art. 4: L' **autorité** de régulation, des marchés publics peut être chargée de la réalisation de toute mission relative aux marchés publics ou aux délégations de service public qui lui serait confiée par le gouvernement.

Section 1^{re} : Des missions et attributions en matière administrative et consultative

Art. 5 : L' **Autorité** de régulation des marchés publics est chargée :

- de **veiller**, par des études de suivi évaluation du système et des avis **réguliers**, à la saine application de la **réglementation** et des procédures relatives aux marchés publics et **délégations** de service public et de proposer au gouvernement et aux institutions **chargées** des marchés publics et délégations de service public toute **mesure** législative ou réglementaire, ou recommandation de nature à **améliorer** et renforcer l'**efficacité** du système des marchés publics ;

- d'élaborer, de diffuser et de mettre à jour, en concertation avec la direction nationale du **contrôle** des marchés publics, **les** ministères techniquement **compétents** et **les** organisations professionnelles ainsi que la société civile, **les** textes **d'application** relatifs à la réglementation des marchés publics et des **délégations** de service public, notamment **les** documents-types, les manuels de **procédures**, guides d'évaluation et progiciels appropriés ;

- de contribuer à la promotion d'un environnement transparent favorable au jeu de la concurrence et au développement des entreprises et de compétences nationales stables et performantes ;

- de promouvoir en collaboration avec **les** institutions en charge de la lutte **contre** la corruption, la mise en œuvre par l'ensemble des acteurs du système de dispositifs **éthiques** et de pactes d'intégrité visant à proscrire la corruption et à en sanctionner **les** effets ;

- de diffuser l'ensemble de la réglementation relative aux marchés publics et délégations de service public et, ainsi, de garantir l'information du public et des opérateurs

économiques sur les procédures de passation des marchés publics et **délégations** de service public, en procédant à la publication **dans** ses propres supports **d'information**, des plans **prévisionnels**, des avis d'appels **d'offres**, des **résultats** d'attribution, **des** montants et délais d'exécution des marchés publics et délégations de service public, tels que **communiqués** par **les** maîtres d'ouvrage ou **les** maîtres d'ouvrage délégués, ainsi qu'au recensement des marchés publics et délégations de service public ;

- d'initier, en collaboration avec la direction nationale du **contrôle** des marchés publics des programmes de formation ; de sensibilisation et d'information des opérateurs économiques et des institutions concernées par **les** marchés publics et délégations de service public en relation régulière avec **les** centres ou écoles de formation mis en place, au niveau national, sous-régional ou international et **spécialisés** dans **le** domaine de la **pratique** des marchés publics et délégations de service public ;

- de participer aux réunions **régionales** et internationales ayant trait aux marchés publics et délégations de service public et d'entretenir des relations de coopération technique avec **les** organismes **régionaux** et internationaux agissant dans ce domaine.

Art. 6 : Pour réaliser **les** missions mentionnées à l'article 5 ci-dessus, l' **Autorité** de régulation des marchés publics :

- participe en collaboration avec la direction nationale du **contrôle** des **marchés** publics à la **collecte** et à la **centralisation** de toute la documentation et de toutes **les** données relatives à l'attribution, l'exécution et **le** **contrôle** des marchés publics et délégations de service public, en vue de la constitution d'une banque de **données** à laquelle elle a directement **accès** ; elle **reçoit** également des **Autorités** contractantes copies des avis, autorisations, procès-verbaux, rapports d'évaluation, contrats et **tous** rapports d'activité dont elle assure la bonne tenue et la conservation par archivage ;

- assure l'édition et la publication d'une revue périodique ayant pour objet **d'informer** le public des **activités** de l' **Autorité** de régulation des marchés publics ; **sont**, notamment, publiées dans **cette** revue, **suivant** une périodicité annuelle, **les** prévisions des marchés ;

- gère un site internet où sont **publiées** toutes **les** informations pertinentes en **matière** de passation et d'exécution des marchés publics et de délégations de service public ;

- évalue périodiquement **les** capacités humaines, **logistiques** et financières des institutions **chargées** des marchés publics et délégations de service public, en tenant compte des indicateurs de performance en **matière** de passation et

d'exécution de marchés publics et délégations de service public ;

- assure le **contrôle des** procédures de certification des entreprises. A cet effet, l'**Autorité de** régulation des marchés publics pourra **procéder** à des audits réguliers des procédures de certification diligentées par l'organisme certificateur ;

- participe à l'**élaboration** des normes, spécifications techniques, systèmes de management de la qualité applicables aux marchés et délégations de service public, en adéquation avec les règles adoptées au sein des organisations internationales ou régionales.

Section 2 : Des missions et attributions en matière d'audit et d'enquête

Art. 7 : L'Autorité de régulation des marchés publics est chargée :

- d'initier sur la base d'une demande ou information **émanant** de toute personne intéressée, à tout moment, toute investigation relative à des irrégularités ou violations à la réglementation commises en **matière** de marchés publics et délégations de service public et de saisir les Autorités compétentes de toute infraction constatée. A ce **titre**, l'Autorité de régulation des marchés publics est habilitée à ester en justice dans le cadre de sa mission visant à s'assurer du respect par l'ensemble des acteurs du système de la réglementation en **matière** de marchés publics et délégations de service public, et notamment à proscrire la corruption ; ces investigations sont réalisées par des agents de l'Autorité de régulation des marchés publics assermentés dont le recrutement, le statut et les pouvoirs sont déterminés par voie réglementaire ; la supervision des activités de ces agents est assurée par le **conseil** de régulation ;

- de **procéder** selon une **procédure** de sélection compétitive au recrutement et à la désignation des observateurs indépendants aux fins d'exercer les missions qui leur sont dévolues par le code des marchés publics et délégations de service public ;

- de saisir ou assister, en tant qu'organe de liaison, les organisations internationales ou régionales, dans le cadre de la surveillance multilatérale en **matière** de marchés publics ou de délégations de service public ;

- de **faire** réaliser des audits techniques et/ou financiers en vue de **contrôler** et suivre la mise en **œuvre** de la réglementation en **matière** de passation, d'exécution et de **contrôle** des marchés publics et de délégation de service

public ; dans ce cadre, l'**Autorité de** régulation **commande**, à la fin de chaque **exercice budgétaire**, un audit indépendant sur un échantillon **aléatoire** de marchés et délégations, **transmet** aux Autorités compétentes les cas de violations **constatées** des dispositions réglementaires et établit des rapports circonstanciés sur la passation et l'exécution des marchés **et** conventions dont **elle** assure la publication et la transmission auxdites Autorités

Section 3 : Des missions et attributions en matière contentieuse

Art. 8 : L'Autorité de régulation des marchés publics est chargée :

- de recevoir les recours exercés par les candidats et soumissionnaires, ou **même** s'auto saisir des violations de la réglementation en **matière** de marchés publics et délégations de service public, tenter de concilier les parties concernées, avant de statuer sur le différend ;

- de statuer sur les différends opposant les Autorités contractantes et/ou les candidats et soumissionnaires et la direction nationale du **contrôle** des marchés publics à l'occasion de l'application de la réglementation relative à la passation des marchés publics et délégations de service public, ainsi qu'en **matière** de **refus** d'approbation du **marché** par l'Autorité compétente.

Section 4 : Des missions et attributions en matière disciplinaire

Art. 9 : L'Autorité de régulation des **marchés publics** est chargée :

- de prononcer des sanctions administratives d'exclusion et pécuniaires à l'encontre de tout **candidat** ou soumissionnaire ayant violé la réglementation applicable en **matière** de passation, d'exécution et de **contrôle** des marchés publics et délégations de service public. L'Autorité de régulation des marchés publics tient la liste des personnes physiques ou morales **exclues** à la disposition des Autorités contractantes et qui **doit** être rendue publique dans le Journal officiel des **marchés publics** ou tout autre journal habilité ;

- **contrôler** les remises de pénalités de retard d'un **marché** décidées par le **maître** d'ouvrage ou le **maître** d'ouvrage délégué.

Section 5 : Du rapport annuel

Art. 10 : L'**Autorité de** régulation des marchés publics adresse chaque **année** au président de la République, au président de l'**Assemblée nationale**, au président du **Sénat**, au président de la **cour** des comptes un rapport présentant l'ensemble de

ses activités au cours de l'année précédente, et rendant compte de l'efficacité et la fiabilité du système de passation, d'exécution et de contrôle des marchés publics et délégations de service public, assorti de toutes recommandations susceptibles de l'améliorer. Ce rapport fera l'objet d'une publication.

CHAPITRE II - DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

Art. 11 : L'Autorité de régulation des marchés publics est composée de quatre organes : le conseil de régulation, le comité de règlement des différends, la commission disciplinaire et la direction générale.

Section 1^{er} : Du conseil de régulation

Art. 12 : Le conseil de régulation est l'organe suprême de l'Autorité de régulation des marchés publics. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour administrer l'Autorité de régulation, définir et orienter sa politique générale et évaluer sa gestion dans les limites fixées par ses missions organiques ou statutaires.

A ce titre, il :

- détermine de manière générale les perspectives de développement de l'Autorité de régulation des marchés publics, examine et approuve chaque année le programme d'activités de l'Autorité de régulation des marchés publics pour l'exercice à venir, sur proposition de la direction générale ;
- reçoit directement de la direction générale, communication des rapports périodiques, annuels et tous autres rapports et délibère à leur sujet ;
- évalue, selon une périodicité qu'il détermine, le respect des orientations, le niveau de réalisation des objectifs et l'accomplissement des performances ;
- adopte, sur proposition du directeur général, toute recommandation, projet de réglementation, document standard, manuel de procédures, dans le domaine des marchés publics et délégations de service public en vue de sa transmission aux Autorités compétentes ;
- ordonne les enquêtes, contrôles et audits ;
- adopte le budget de l'Autorité de régulation des marchés publics ;
- arrête de manière définitive les comptes et états financiers annuels et les rapports d'activités, et en transmet copie au président de la République, au président de l'Assemblée nationale, au président du Sénat et au président de la Cour des comptes ;

- adopte, sur proposition du directeur général, le règlement intérieur de l'Autorité de régulation des marchés publics, l'organigramme, les manuels de procédures internes, administratives, financières, comptables, de recrutement et de gestion des ressources humaines, la grille des rémunérations et des avantages du personnel de la direction générale et des directions techniques ;

- approuve les nominations du personnel d'encadrement ;
- accepte tous dons, legs et subventions dans le respect des dispositions des lois en vigueur ;
- approuve les contrats de l'Autorité de régulation des marchés publics d'un montant supérieur ou égal à quinze millions (15.000.000) de FCFA ou toutes autres conventions, y compris les emprunts, proposés par le directeur général et ayant une incidence sur le budget ;
- autorise l'aliénation des biens meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, conformément à la loi ;
- autorise la participation de l'Autorité de régulation des marchés publics dans les associations, groupements ou autres organismes professionnels, dont l'activité est nécessairement liée à ses missions et met fin à de telles participations.

Dans le cadre de ses missions organiques et statutaires telles que précisées à l'article 3 et suivants du présent décret, l'Autorité de régulation des marchés publics peut faire appel, en cas de nécessité, aux services de cabinets, sociétés et personnes qualifiées dans les domaines considérés.

Les procédures d'utilisation de ces services extérieurs sont définies dans un manuel de procédures dûment élaboré par le directeur général et approuvé par le conseil de régulation.

Art. 13 : Le conseil de régulation est un organe tripartite composé de neuf (9) membres représentant, sur une base paritaire, l'administration, le secteur privé et la société civile.

Il est composé comme suit :

- un représentant du ministère chargé des Finances ;
- un représentant du ministère chargé du Développement ;
- un magistrat, représentant du ministère chargé de la Justice
- trois (3) membres représentant les organisations professionnelles représentatives des opérateurs économiques des secteurs des bâtiments et travaux publics, du commerce et des services, désignés selon les modalités visées à l'article 14 du présent décret ;

- trois (3) membres représentant les organisations ou associations œuvrant dans le domaine de la bonne gouvernance, de l'éthique et de la lutte contre la corruption, désignés selon les modalités visées à l'article 14 du présent décret.

Art. 14 : Les membres du conseil de régulation sont choisis parmi les personnalités ou cadres de réputation morale et professionnelle établie dans les domaines juridique, technique, économique et financier et maîtrisant la réglementation et les procédures de passation des marchés publics et délégations de service public.

Ils sont nommés par décret en conseil des ministres, sur proposition des administrations, organismes socio-professionnels et organisations de la société civile auxquels ils appartiennent.

Ils ne peuvent être, sous réserve des dispositions de l'article 15 du présent décret, poursuivis, recherchés, arrêtés ou jugés à l'occasion des actes accomplis, des mesures prises ou des opinions ou des votes émis dans l'exercice de leurs fonctions. Ils exercent leurs fonctions en toute impartialité et en toute indépendance.

Ils sont tenus à l'obligation du secret des délibérations et décisions du conseil de régulation, au respect du secret professionnel pour les informations, faits, actes et renseignements dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions, ainsi qu'à l'obligation de discrétion pour ce qui concerne les procédures de règlement des différends et de sanctions conduites par et devant l'Autorité de régulation des marchés publics.

Ils doivent, lors de leur entrée en fonctions et à la fin de celles-ci, faire sur l'honneur une déclaration écrite de tous leurs biens et patrimoine adressée au président de la Cour des comptes.

Art. 15 : Les membres du conseil de régulation sont nommés pour un mandat de trois (3) ans, renouvelable une fois. Ce mandat prend fin, soit à l'expiration normale de sa durée, soit par décès ou par démission ou par perte de la qualité qui avait motivé la nomination. Il prend également fin par révocation, à la suite d'une faute grave ou d'agissements incompatibles avec leurs fonctions, sur proposition du conseil de régulation ou de leur administration ou organisation d'origine.

Constitue notamment une faute grave et sans préjudice des poursuites judiciaires, l'un des faits ci-après :

- non respect du secret des délibérations et décisions ;
- corruption active ou passive et toute autre infraction assimilable ;

- violation des dispositions des textes législatifs et réglementaires régissant les marchés publics et délégations de service public.

En cas de décès en cours de mandat ou dans toutes les hypothèses où un membre n'est plus en mesure d'exercer son mandat, il est immédiatement pourvu à son remplacement dans les mêmes conditions que pour sa nomination, pour la période du mandat restant à courir.

Art. 16 : Le conseil de régulation est présidé par une personnalité élue par ses pairs.

Art. 17 : Un membre du conseil de régulation ne peut prendre part à l'examen de questions liées aux entreprises dans lesquelles il a de l'influence ou des intérêts.

Les membres du conseil de régulation ne peuvent participer à une délibération du conseil si, au cours des deux années précédant leur nomination, ils ont, directement ou indirectement, collaboré aux activités de l'entreprise ou de la personne concernée par la délibération qui leur est soumise.

De même, il est interdit à tout membre du conseil de régulation dans l'année à compter de la cessation de ses fonctions, de prendre des participations ou de s'engager par contrat de travail ou de prestation de services, dans une entreprise ayant participé à une procédure soumise à l'appréciation de l'Autorité de régulation des marchés publics. Tout membre qui se sert d'une information obtenue dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions pour s'assurer un avantage quelconque est passible des dispositions du code civil.

Art. 18 : Le conseil de régulation se réunit au moins une fois par trimestre en session ordinaire sur convocation de son président. Sauf en cas d'urgence, les convocations sont faites par télécopie, lettre, courrier électronique ou tout autre moyen laissant trace écrite, sept (7) jours calendaires au moins, avant la date prévue pour la réunion. Elles indiquent la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Le conseil de régulation examine toute question inscrite à l'ordre du jour, soit par son président ou le directeur général, soit à la demande d'un tiers au moins des membres. Les pièces annexées à l'ordre du jour sont mises à la disposition de chaque membre trois jours avant la réunion.

Le président du conseil de régulation peut convoquer une session extraordinaire sur sa propre initiative ou à la demande d'un tiers (1/3) au moins des membres.

Art. 19 : Tout membre empêché peut se faire représenter aux réunions par un autre membre du conseil de régulation.

En tout état de cause, aucun membre dudit conseil ne peut représenter plus d'un membre au cours de la même réunion.

Aucun membre ne peut se faire représenter plus d'une fois par semestre. Tout membre qui aura été absent à deux réunions du conseil de régulation, au cours d'une même année, sans motif légitime, sera considéré comme ayant démissionné de ses fonctions.

En cas d'empêchement du président, le conseil de régulation élit en son sein un président de séance à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Art. 20 : Le conseil de régulation ne peut valablement délibérer que si les deux tiers (2/3) au moins de ses membres sont présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, une autre réunion, convoquée à sept (7) jours d'intervalle au moins, pourra délibérer valablement quel que soit le nombre des membres présents, dès lors qu'au moins un membre de chaque catégorie est représenté.

Chaque membre dispose d'une voix. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 21 : Le conseil de régulation peut faire appel à toute personne dont la compétence est jugée nécessaire pour l'examen de dossiers particuliers. Cette personne a voix consultative.

Art. 22 : Les délibérations du conseil de régulation sont formalisées par des procès-verbaux consignés dans un registre spécial tenu au siège de l'Autorité de régulation des marchés publics et signés par le président du conseil, le directeur général, lequel assure le secrétariat des réunions, ainsi que par tous les membres présents ou représentés. Ces procès-verbaux mentionnent les noms des membres présents ou représentés ainsi que ceux des personnes invitées à titre consultatif; il est lu et approuvé par le conseil de régulation lors de la session suivante.

Art. 23 : Une indemnité forfaitaire mensuelle et des avantages divers, fixés par arrêté du ministre chargé des Finances, rémunèrent les activités du président de l'Autorité de régulation des marchés publics qui exerce ses fonctions à temps plein. Les membres du conseil de régulation reçoivent une indemnité de session. Ces indemnités et les autres avantages sont fixés par arrêté du ministre chargé des Finances sur proposition du conseil.

Art. 24 : Le président du conseil de régulation représente l'Autorité de régulation des marchés publics dans tous les actes de la vie civile et en justice, sous réserve des pouvoirs dévolus au directeur général.

Conformément au règlement intérieur et aux décisions du conseil, il planifie et organise, en collaboration avec le directeur général, le travail de l'Autorité de régulation des marchés publics. A ce titre, il convoque les réunions de l'Autorité de régulation dont il fixe les dates.

Le président du conseil de régulation est l'ordonnateur du budget, des dépenses et des recettes de l'Autorité de régulation des marchés publics.

Il peut solliciter du ministre chargé des Finances la création d'une régie de recettes.

Art. 25 : Le président peut déléguer certaines de ses attributions à un membre du conseil de régulation.

Il est suppléé, en cas d'absence ou d'empêchement, par un membre du conseil.

En cas de vacance du poste de président, le membre dont la nomination dans cette fonction est la plus ancienne assure l'intérim.

S'ils ont été nommés le même jour, le plus âgé assure l'intérim.

Art. 26 : Le président peut déléguer sa signature au directeur général pour engager les dépenses et recouvrer les ressources de l'Autorité de régulation des marchés publics.

Section 2 : Du comité de règlement des différends

Art. 27 : Un comité de règlement des différends est établi auprès de l'Autorité de régulation des marchés publics.

Le comité de règlement des différends est composé de façon tripartite et paritaire de trois (3) membres du conseil de régulation, désignés par le conseil pour une période de trois ans non renouvelable.

Sa présidence est exercée de droit par le représentant du garde des sceaux, ministre de la Justice au sein du conseil de régulation ou, en cas d'empêchement, par toute personne désignée à cet effet, parmi ses membres, par le conseil.

Art. 28 : Les membres du comité de règlement des différends sont soumis aux mêmes règles d'incompatibilité que celles prévues à l'article 17 ci-dessus.

Lorsque le comité examine des réclamations ou des recours concernant l'administration d'origine de ses membres ou des entreprises dans lesquelles ses membres représentant du secteur privé ou de la société civile ont des intérêts, ces derniers n'assistent pas aux délibérations et sont remplacés sur décision du président du conseil de régulation.

Art. 29; Lecomite de règlement des différends est chargé de :

- recevoir les dénonciations des irrégularités constatées par les parties intéressées ou celles connues de toute autre personne avant, pendant et après la passation ou l'exécution des marchés publics et délégations de service public si ces faits caractérisent des violations de la réglementation relative à la passation des marchés publics, le président du conseil de régulation saisit, soit le comité, soit la commission disciplinaire, qui statue selon le cas conformément aux termes des dispositions ci-après ; cette saisine suspend, le cas échéant, la procédure de passation. Si ces faits constituent également une infraction pénale, l'Autorité de régulation des marchés publics en saisit les institutions et juridictions compétentes, sans préjudice de leur examen immédiat par ses organes internes au titre des violations. La réglementation applicable en matière de marchés publics et délégations de service public ;

- recevoir, enregistrer et examiner les recours exercés par les candidats et soumissionnaires aux marchés publics et délégations de service public relatifs à la procédure de passation des marchés publics et délégations de service public.

Art. 30 : Le comité de règlement des différends est saisi des litiges relatifs à la procédure de passation des marchés et délégations, dont l'objet est précisé par les dispositions de l'article 123 du Code des marchés publics et délégations de service public.

Il a pour missions :

- de tenter de concilier les parties concernées et de statuer sur les irrégularités et violations des réglementations qu'il constate ;

- d'ordonner toute mesure conservatoire, corrective, ou suspensive de l'exécution de la procédure de passation, l'attribution définitive du marché étant suspendue jusqu'au prononcé de la décision du comité.

Les décisions du comité sont exécutoires et ont force contraignante pour les parties ; elles sont définitives, sauf en cas de recours devant les juridictions compétentes, ce dernier recours n'ayant pas d'effet suspensif.

Art. 31 : Les recours prennent la forme de requête adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen électronique, devant contenir le nom et l'adresse du demandeur, l'objet de la demande, l'exposé sommaire des motifs, l'énonciation des pièces dont le requérant entend se servir et viser, le cas échéant, la décision attaquée. La requête affranchie d'un timbre fiscal, conformément aux

textes en vigueur, est inscrite sur un registre d'ordre tenu par la direction générale.

Art. 32 : Le directeur général, à la réception de la requête, délivre au requérant un récépissé sur le champ, en cas de dépôt direct, ou dès le premier jour ouvrable, en cas de saisine par voie électronique.

Il informe toutes les parties concernées de la réception de la requête.

La saisine du comité fait obstacle à une saisine concomitante par les parties au litige de toute autre juridiction compétente, et ce tant que le comité ne s'est pas définitivement prononcé. Elle suspend les délais contentieux devant cette juridiction. Toutefois, un recours judiciaire peut être engagé en cas d'absence de décision rendue par le comité de règlement des différends dans un délai d'un mois, à compter de sa saisine.

Art. 33 : À la réception de la requête, le président du conseil de régulation désigne l'un de ses membres pour instruire le dossier ; le membre instructeur impartit un délai à la partie défenderesse pour présenter ses observations ; il peut ordonner toutes mesures qui paraissent nécessaires à l'instruction de l'affaire, notamment : production des pièces, comparution personnelle des parties, enquêtes et expertises sans préjudice de celles auxquelles le comité pourra éventuellement recourir ; il présente un rapport à la session plénière du comité dans un délai qui ne peut excéder cinq (5) jours à compter de la saisine de l'Autorité de régulation des marchés publics. Le rapporteur dans le cadre de l'instruction du dossier peut à la demande des parties au litige solliciter la communication de toute pièce utile à sa résolution.

Le rapporteur ne participe pas aux délibérations.

Art. 34 : Le comité se réunit sur convocation de son président. Avant la réunion, un ordre du jour détaillé est envoyé à chaque membre avec en annexe copie du recours, du mémoire en réponse, des pièces annexées et du rapport.

La procédure est contradictoire. Les parties au litige ont accès à l'ensemble des pièces du dossier, à l'exception du rapport.

Le comité entend le requérant qui peut être assisté par un avocat ou toute personne de son choix. Il peut, à la demande du président, ou d'une partie au litige entendre toute personne dont l'audition est jugée utile.

Art. 35 : Le comité ne peut délibérer qu'en présence de tous ses membres. Cette délibération se tient à huis clos et ses débats sont revêtus du secret absolu. Il se prononce à la

majorite simple. La decision du comite est publiee dans le journal des marches publics.

Section 3 : De la commission disciplinaire

Art. 36 : Une commission disciplinaire est etablie aupres de l'Autorite de regulation des marches publics.

Elle est composee de façon tripartite et paritaire de trois (3) membres du conseil de regulation, designes par le conseil pour une periode de trois ans non renouvelable.

Sa presidence est exercee par un des membres du conseil de regulation designe a cet effet par le conseil.

Les membres de la commission disciplinaire sont soumis aux memes regles d'incompatibilite que celles prevues a l'article 17 ci-dessus.

Lorsque la commission examine des dossiers concernant l'administration d'origine de ses membres ou des entreprises dans lesquelles ses membres representant du secteur privé ou de la societe civile ont des intérêts, ces derniers n'assistent pas aux deliberations et sont remplacés sur decision du president du conseil de regulation.

La commission disciplinaire a pour mission de prononcer des sanctions, sous la forme d'exclusion et de penalites pecuniaires, telles que definies à l'article 132 du code des marches publics et delegations de service public, a l'encontre des candidats, soumissionnaires ou titulaires de marches publics ou de delegations de service public, en cas de violation de la reglementation sur la passation et l'execution des marches publics et delegations de service public.

Ces sanctions peuvent egalement etre prononcees par le comite de reglement des differends statuant en matière de recours.

Art. 37 : Les modalites de saisine de la commission lorsqu'elles emanent d'une partie privée doivent respecter les formes prevues a l'article 31 du present decret. Les dispositions des articles 32 et suivants du present decret sont egalement applicables a la procedure suivie devant la commission. Toutefois, a titre derogatoire, la commission doit statuer dans un delai n'excédant pas deux mois a compter de sa saisine, la remise du rapport devant intervenir dans les huit jours precedant sa reunion.

Art. 38 : Préalablement au prononcé de sanctions, la commission disciplinaire peut ordonner, le cas echeant, aux interesses de mettre fin aux pratiques mises en oeuvre en violation de la reglementation applicable en matière de marches publics dans un delai determine ou imposer des conditions particulieres. Elle peut aussi accepter des

engagements proposes de nature a mettre un terme aux pratiques irregulieres constatés.

La sanction pecuniaire applicable peut être infligee soit immediatement, soit en cas d'inexecution des injonctions, soit en cas de non-respect des engagements acceptes.

Les sanctions pecuniaires sont proportionnees a la gravite des faits reproches, a l'importance du dommage cause a l'economie, a la situation de l'entreprise sanctionnee ou du groupe auquel l'entreprise appartient et a l'éventuelle reiteration de pratiques prohibees.

Elles sont determinees individuellement pour chaque entreprise et de façon motivée pour chaque sanction.

Le montant des penalites est également fonction du montant du marché et des avantages que l'auteur a pu en tirer. La penalite pecuniaire ne peut excéder, pour chaque manquement, 5 % du chiffre d'affaires annuel realise par l'auteur de la violation constatee, sans prejudice de la reparation des dommages subis par l'Autorite contractante.

Lorsqu'une entreprise ne conteste pas la realite des griefs qui lui sont notifiés et s'engage a modifier ses comportements pour l'avenir, la commission disciplinaire peut prononcer la sanction pecuniaire prevue en tenant compte de l'absence de contestation. Dans ce cas, le montant maximum de la sanction encourue est reduit de moitie.

Une exoneration totale ou partielle des sanctions pecuniaires peut etre accordée a une entreprise qui a, avec d'autres, mis en oeuvre une pratique prohibée par les dispositions de la reglementation applicable en matière de marches publics si elle a contribue a etabli la realite de la pratique prohibée et a identifier ses auteurs, en apportant des elements d'information dont l'Autorite de regulation des marches publics ne disposait pas anterieurement.

A la suite de la demarche de l'entreprise, la commission disciplinaire adopte a cette fin un avis de clemence, qui precise les conditions auxquelles est subordonnée l'exoneration envisagee, apres que l'entreprise ait presente ses observations, cet avis est transmis a l'entreprise et n'est pas publié. Lors de la decision prise en application du present article, la commission peut, si les conditions precisees dans l'avis de clemence ont ete respectees, accorder une exoneration de sanctions pecuniaires proportionnee a la contribution apportee a l'etablissement de l'infraction.

L'Autorité de regulation des marches publics peut ordonner la publication, la diffusion ou l'affichage de sa decision ou d'un extrait de celle-ci selon les modalites qu'elle precise. Elle peut egalement ordonner l'insertion de la decision ou de l'extrait de celle-ci dans le rapport etabli sur les

operations de l'exercice par les gerants, le conseil d'administration ou le directoire de l'entreprise concernée. Les frais sont supportés par la personne intéressée.

Art. 39 : L'Autorité de régulation des marchés publics doit informer les Autorités de tutelle compétentes ainsi que les institutions de l'Etat et les Autorités judiciaires et juridictions financières compétentes des fautes commises par les agents publics à l'occasion de la passation ou de l'exécution des marchés publics et délégations de service public.

Section 5 : De la direction générale

Art. 40 : La direction générale est assurée par un directeur général, recruté sur appel à candidatures par le conseil de régulation, sur la base de critères d'intégrité morale, de qualification et d'expérience professionnelle dans les domaines juridique, technique et économique des marchés publics et délégations de service public.

Le directeur général est nommé par décret en conseil des ministres, sur proposition du conseil de régulation, pour un mandat de trois (3) ans renouvelable une fois.

Ses fonctions exercées à temps plein sont incompatibles avec toute détention directe ou indirecte d'intérêts dans les entreprises soumissionnaires des marchés publics, toute fonction salariée, ou tout bénéfice, rémunération ou avantage sous quelque forme que ce soit accordé par ces entreprises. Il ne peut davantage exercer de fonction élective et d'activité commerciale ou de consultation en rapport avec les missions de l'Autorité de régulation des marchés publics.

Il est tenu à l'obligation du secret des délibérations et décisions du conseil de régulation.

En cas de vacance du poste de directeur général pour cause de décès, de démission ou d'empêchement définitif et en attendant la nomination d'un nouveau directeur par l'Autorité compétente, le conseil de régulation prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer la bonne marche de l'Autorité de régulation des marchés publics en désignant un intérimaire choisi parmi les directeurs techniques visés à l'article 47 du présent décret.

Sous section 1^{re} : Des missions du directeur général

Art. 41 : Sous l'Autorité du président et le contrôle du conseil de régulation, le directeur général est chargé :

- de l'application de la politique générale de l'Autorité de régulation des marchés publics et des décisions du conseil ;
- de la direction des services administratifs de l'Autorité de régulation des marchés publics. Il peut recevoir du président délégation pour signer tous les actes et décisions d'ordre

administratif. Il prend les mesures nécessaires à la préparation et à l'organisation des travaux du conseil.

A ce titre, il :

- assure la préparation technique des dossiers à soumettre au conseil de régulation, prépare ses délibérations, assiste en qualité de secrétaire rapporteur du conseil aux réunions de celui-ci avec voix consultative et exécute ses décisions ;
- soumet à l'adoption du conseil de régulation les projets d'organigramme et de règlement intérieur, ainsi que la grille des rémunérations et des avantages du personnel ;
- élabore le programme annuel d'activités de l'Autorité de régulation des marchés publics, tout rapport d'activité exécutée dans le cadre des missions de l'Autorité de régulation des marchés publics, toute recommandation, projet de réglementation, document standard, manuel de procédure, programme de formation ou de développement du cadre professionnel dans le domaine des marchés publics et délégations de service public. Il propose au conseil de régulation de diligenter les enquêtes, contrôles et audits sur les procédures de passation et d'exécution des marchés publics et délégations de service public ;
- prépare le budget, les rapports d'activités, ainsi que, les comptes et les états financiers à soumettre au conseil pour approbation et arrêté des comptes ;
- assure quotidiennement la gestion technique, administrative et financière de l'Autorité de régulation des marchés publics ;
- recrute, nomme et licencie les membres du personnel et fixe leurs rémunérations et avantages, sous réserve des prérogatives reconnues au conseil de régulation ;
- procède aux achats, passe et signe les marchés, contrats et conventions liés au fonctionnement de l'Autorité de régulation des marchés publics, sous réserve de l'approbation du conseil de régulation pour les acquisitions et contrats dont le montant est fixé par voie réglementaire et en assure l'exécution et le contrôle, dans le strict respect du budget, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;
- prend dans les cas d'urgence, après avoir consulté le président du conseil de régulation, toute mesure conservatoire nécessaire à la bonne marche de l'Autorité de régulation des marchés publics, à charge pour lui d'en rendre compte au conseil de régulation ;
- exécute, toute mission relevant des compétences générales de l'Autorité de régulation des marchés publics, sous réserve des prérogatives spécifiques dévolues aux

termes du present decret au conseil et aux autres organes de l'Autorite de regulation des marches publics.

Art. 42 : Le directeur general est responsable devant le conseil de regulation qui peut le sanctionner en cas de faute grave ou de comportement susceptible de nuire a la bonne marche ou à l'image de l'Autorité de regulation des marches publics, suivant les modalités fixées par la reglementation en vigueur.

Art. 43 : La rémunération et les avantages divers du directeur general sont fixes par le conseil de regulation.

Art. 44 : Le directeur general peut, sous sa responsabilite, deleguer sa signature ou partie de ses pouvoirs et attributions aux cadres occupant des postes de direction.

Sous-section 2 : Des services et des directions techniques de la direction générale

Art. 45 : Les services de la direction generale sont le secretariat particulier, le service administratif et financier et les trois directions techniques.

Le secretariat particulier est chargé :

- de l'enregistrement, du traitement et de l'expedition du courrier confidentiel ;

- d'assister le directeur general dans ses fonctions de secretaire rapporteur du conseil de regulation de l'Autorite de regulation des marches publics, et en collaboration avec le service administratif et financier, dans le cadre de la preparation des documents, projets de deliberation, etats et rapports que le directeur general doit soumettre a l'approbation du conseil de regulation de l'Autorite de regulation des marches publics ;

- de toutes autres tâches qui lui sont confiees par le directeur general.

Le service administratif et financier est chargé

- de l'enregistrement, du traitement et de l'expedition du courrier ordinaire ;

- de la gestion des biens et ressources financieres de l'Autorite de regulation des marches publics ;

- de la preparation et de la production des etats financiers ;

- de la gestion du patrimoine de l'Autorite de regulation des marches publics ;

- de la gestion du personnel de l'Autorite de regulation des marches publics ;

- de la conservation des marches, et delegations ;

- de toutes autres tâches qui lui sont confiees par le directeur general.

Art. 46 : La direction generale de l'Autorite de regulation des marches publics est assistée dans l'exécution de ses missions par les directions techniques suivantes :

- la direction de la réglementation et des affaires juridiques ;

- la direction de la formation et des appuis techniques ;

- la direction des statistiques et de la documentation.

L'organisation et les attributions des directions techniques sont determinees par le directeur general apres avis du conseil de regulation.

Art. 47 : Chaque direction technique est placee sous l'Autorite d'un directeur qui est responsable devant le directeur general.

Les directeurs sont recrutes par voie d'appel a candidatures par la direction generale et nommes, sur proposition de celle-ci, par le conseil de regulation.

Art. 48 : Chaque direction technique dispose d'un secretariat de direction charge de :

- la reception et de l'enregistrement du courrier qu'il soumet au visa du directeur ;

- la gestion des fournitures de bureau et du materiel ;

- la dactylographie ou de la saisie de tous documents administratifs ;

- toutes autres tâches de secretariat a lui confiees par le directeur technique.

Section 4 : Des audits et enquêtes

Art. 49 : L'Autorité de regulation des marches publics fait proceder, au plus tard le 1^{er} mars suivant la fin de l'exercice budgetaire, a des audits independants, confies a des cabinets d'audit independants de reputation professionnelle, et prealablement recrutes dans le respect des dispositions en vigueur.

Art. 50 : Le cabinet d'audit peut demander et obtenir communication au nom de l'Autorite de regulation des marches publics de tout document ou piece qu'il juge necessaire a l'accomplissement de sa mission.

Il peut, apres en avoir informé l'Autorite de regulation des marches publics et obtenu autorisation, proceder aux

auditions et visites qu'il juge nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Dans ce cas, il preserve le droit au contradictoire de l'administration, service, organisme ou entreprise concerné par l'audit.

L'Autorité de régulation des marchés publics transmet les rapports d'audits aux Autorités compétentes chargées du contrôle a priori, à l'inspection générale des finances, à l'inspection générale d'Etat, à la cour des comptes et aux institutions de l'Etat en charge de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption. Leurs conclusions sont mentionnées dans le rapport annuel visé à l'article 10 du présent décret.

Art. 51 : Conformément aux dispositions de l'article 7 du présent décret, le Conseil de régulation peut ordonner des enquêtes.

Art. 52 : Les enquêtes peuvent être engagées à l'initiative :

- du président de la République ;
- du président de l'Assemblée nationale ;
- du Premier ministre ;
- du président du Sénat ;
- du ministre chargé des Finances ;
- de chaque ministre, pour les affaires relevant de son département ;
- des représentants des collectivités territoriales ;
- des représentants des personnes morales de droit public visées à l'article 7 du décret portant code des marchés publics et délégations de service public ;
- du président ou du procureur général près la cour des comptes ;
- des institutions de lutte contre la corruption.

Les enquêtes peuvent également être engagées d'office ou sur dénonciation ou plainte de toute personne physique ou morale intéressée, qui se prétend victime d'une violation à la réglementation des marchés publics ou de toute association qui par son action ou ses statuts lutte contre la corruption et les malversations économiques dans les marchés publics et délégations de service public.

Art. 53 : Le conseil de régulation de l'Autorité de régulation des marchés publics désigne un membre chargé d'enquêter sur le marché public ou la délégation de service public pour lequel l'Autorité de régulation a été saisie. Il lui fixe un délai pour réaliser son enquête et fournir le rapport que celle-ci appelle.

L'enquêteur est assisté dans l'exécution de sa mission par les agents assermentés visés à l'article 7 du présent décret

Il peut également faire appel, en tant que de besoin, aux compétences et moyens d'investigation des institutions chargées de la lutte contre la corruption.

Art. 54 : Outre l'exploitation des documents en possession de l'Autorité de régulation des marchés publics, l'enquêteur peut procéder à toutes auditions et visites et obtenir copie de tout document qu'il juge nécessaire, sans qu'il ne puisse lui être opposé de secret commercial, professionnel ou bancaire.

Les auditions et visites donnent lieu à un compte-rendu énonçant la nature, la date et le lieu des constatations ou contrôles effectués. Ce compte-rendu est signé de l'enquêteur et de la personne concernée par l'enquête. En cas de refus de cette dernière, mention en est faite au compte rendu, et procès-verbal en est dressé.

Art. 55 : A l'issue de ses investigations, l'enquêteur établit un rapport qu'il notifie à la personne concernée. Celle-ci, à compter de cette notification, dispose d'un délai de dix (10) jours pour produire ses observations éventuelles.

Art. 56 : Au terme du délai visé à l'article ci-dessus, l'enquêteur présente et soumet son rapport au conseil de régulation.

Art. 57 : Le rapport d'enquête est adressé aux Autorités ayant demandé l'enquête, et, le cas échéant, à la commission disciplinaire.

Art. 58 : Le président du conseil de régulation de l'Autorité de régulation des marchés publics communique le rapport d'enquête à la cour des comptes, aux institutions chargées de la lutte contre la corruption et au parquet si l'enquête révèle des cas de violation de la réglementation en matière de marchés publics et délégations de service public ou de règles de droit pénal.

CHAPITRE III - DES RESSOURCES DE L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

Section 1^{re} : Des ressources humaines

Art. 59 : Le personnel de l'Autorité de régulation des marchés publics bénéficie d'un statut propre approuvé par le conseil de régulation.

Art. 60 : L'Autorité de régulation des marchés publics peut employer :

- un personnel contractuel recruté directement ;
- les fonctionnaires en position de détachement ;
- les agents de l'Etat relevant du code du travail en suspension d'engagement ou toute autre position permise par la réglementation en vigueur.

Art. 61 : Les fonctionnaires en détachement et les agents de l'Etat affectés à l'Autorité de régulation des marchés

publics sont soumis, pendant toute la durée de leur emploi en son sein, aux textes régissant l'Autorité de régulation et à la législation du travail, sous réserve, en ce qui concerne les fonctionnaires, des dispositions du statut général de la fonction publique relatives à l'avancement, à la retraite et à la fin de détachement.

Le personnel de l'Autorité de régulation des marchés publics est recruté selon une procédure transparente et concurrentielle.

Les membres des directions techniques et du personnel de l'Autorité de régulation des marchés publics ne doivent en aucun cas exercer une activité commerciale ou salariée ou bénéficier d'une rémunération sous quelque forme que ce soit, ou avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise participant à la commande publique.

Les conflits entre l'Autorité de régulation des marchés publics et les membres de son personnel relèvent de la compétence des juridictions de droit commun, sauf en ce qui concerne les fonctionnaires en position de détachement.

Art. 62 : Les salaires ainsi que les avantages d'ordre financier et matériel du personnel de l'Autorité de régulation des marchés publics sont fixés, sur proposition du directeur général, par le conseil de régulation.

Section 2 : Des ressources financières et matérielles de l'autorité de régulation des marchés publics

Art. 63 : Les ressources de l'Autorité de régulation des marchés publics, outre les ressources inscrites au compte d'affectation spéciale, sont constituées par :

- les produits des prestations rendues aux intervenants du système des marchés publics et délégations de service public ;
- les produits de toutes autres prestations en relation avec les missions de l'Autorité de régulation des marchés publics (vente au secteur privé des publications de l'Autorité de régulation, revenus générés par la publicité sur le site internet...);
- 50% des produits des ventes des dossiers d'appel d'offres mis en œuvre par les personnes morales visées à l'article 3 de la loi n° 2009-013 du 30 juin 2009 relative aux marchés publics et délégations de service public ;
- les frais d'enregistrement des recours selon des modalités définies par le conseil de régulation ;

- les revenus de ses biens, fonds et valeurs ;
- les dons et legs ;
- les contributions ou subventions exceptionnelles d'organismes internationaux ;
- toute ressource affectée par la loi de finances.

Les modalités de la collecte du produit des ventes des dossiers d'appel d'offres sont fixées par arrêté du ministre chargé des finances.

Art. 64 : Les ressources de l'Autorité de régulation des marchés publics sont des deniers publics, gérées suivant les règles de la comptabilité publique.

Section 3 : Du budget et des comptes

Art. 65 : Le budget de l'Autorité de régulation des marchés publics prévoit et autorise les recettes et les dépenses et en détermine la nature et le montant. Il est préparé par le directeur général, sous l'Autorité du président du conseil de régulation. Il est ensuite soumis au conseil pour examen au plus tard deux mois avant la fin de l'année budgétaire en cours. Le budget est arrêté par le conseil au plus tard le 1^{er} décembre de la même année.

Art. 66 : L'exercice budgétaire commence le 1^{er} janvier et se clôt le 31 décembre de l'année, à l'exception du 1^{er} exercice qui courra à compter du jour de l'installation du conseil de régulation de l'Autorité de régulation des marchés publics.

Section 4 : Du contrôle externe

Art. 67 : Le contrôle externe de la gestion de l'Autorité de régulation des marchés publics est assuré par un commissaire aux comptes.

Art. 68. : Le commissaire aux comptes est nommé pour une durée de trois ans non renouvelable. Il procède au moins deux fois par an à une vérification approfondie des comptes de trésorerie et, au moins une fois par an, à une vérification de tous les comptes de l'Autorité de régulation des marchés publics.

Il adresse son rapport directement au président et aux membres du conseil de régulation avec copie au directeur général de l'Autorité de régulation des marchés publics.

Art. 69 : Les comptes de l'Autorité de régulation des marchés publics doivent être audités une fois par an par un cabinet d'audit externe reconnu pour sa compétence et sélectionné par voie d'appel d'offres.

Le cabinet d'audit externe devra adresser directement son rapport au président et aux membres du conseil de régulation avec copie au directeur général.

Art. 70 : L'Autorité de régulation des marchés publics est également soumise à la vérification des organes de contrôle de l'Etat et de la cour des comptes.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS FINALES

Art. 71 : Le present decret sera publié au Journal officiel de la Republique togolaise.

Fait a Lome, le 30 decembre 2009

Le President de la Republique
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Gilbert Fossoun HOUNGBO

Le ministre de l'Economie et des Finances
Adji Oteth AYASSOR

DECRET N°2009-297 /PR du 30 / 12 / 2009 portant attributions, organisation et fonctionnement des organes de passation et de contrôle des marchés publics

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'Economie et des Finances,
Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;
Vu l'Acte Uniforme relatif au droit de l'arbitrage pris en application du traité du 17 octobre 1993 relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique ;
Vu la loi n° 2009-013 du 30 juin 2009 relative aux marchés publics et délégations de service public ;
Vu la directive n° 04/2005/CM/UEMOA du 9 decembre 2005 portant procedures de passation, d'execution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Economique et Monetaire Ouest-Africaine ;
Vu la directive n° 05/2005/CM/UEMOA du 9 decembre 2005 portant contrôle et regulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire Ouest-Africaine ;
Vu le decret n° 2008-050/PR du 7 mai 2008 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;
Vu le decret n° 2008-090/PR du 29 juillet 2008 portant organisation des departements ministeriels ;
Vu le decret n° 2008-121/PR du 7 septembre 2008 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le decret n° 2008-122/PR du 15 septembre 2008 portant composition du gouvernement, ensemble les textes modificatifs ;
Vu le decret n° 2009-277/PR du 11 novembre 2009 portant code des marchés publics et délégations de service public ;

Vu le décret n° 2009 - /PR du.... portant missions, attributions, organisation et fonctionnement de l'autorité de régulation des marchés publics ;

Vu le décret n° 2009 - /PR du.... portant missions, attributions, organisation et fonctionnement de la direction nationale du contrôle des marchés publics ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

CHAPITRE 1^{er} - DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PUBLICS (PRMP)

Article premier : La personne responsable des marchés publics est chargée de conduire la procédure de passation depuis le choix de cette dernière jusqu'à la designation du titulaire et l'approbation du marché définitif ou de la delegation. Elle est habilitée a signer le marché ou la delegation au nom de l'autorité contractante.
A ce titre, elle a pour mission :

1. la planification des marchés publics et des délégations de service public ; elle elabore en collaboration avec les directions chargées de la planification et de la gestion des ressources financières un plan annuel de passation des marchés publics qu'elle communique a la direction nationale du contrôle des marchés publics et aux autorités chargées d'elaborer le budget de l'Etat ; elle en assure la publication ;
2. l'execution budgetaire des marchés par la reservation du credit et sa confirmation, et ce jusqu'à leur notification ;
3. l'élaboration des dossiers d'appel d'offres et de consultation, et des specifications techniques en collaboration avec les services techniques competents ;
4. la determination de la procedure et du type de marché ;
5. les appels a la concurrence dont elle assure la publicite, au même titre que les autres actes de la procedure de passation en application des dispositions réglementaires ;
6. l'organisation des phases d'ouverture, d'evaluation des offres et de contrôle des procedures ;
7. la redaction des projets de contrats et avenants ;
8. le suivi de l'execution des marchés et délégations ; a ce titre, elle participe aux receptions des ouvrages, fournitures et services, objet des marchés et conventions ; dans ce cadre, elle assure la mise en œuvre, en collaboration avec l'autorité de regulation des marchés publics, des outils standard de gestion, manuels de procedure, logiciels informatiques, site internet et intranet lui permettant de disposer en temps reel des instruments necessaires a l'execution de cette mission ;

9. la tenue des statistiques, des indicateurs de performances, la rédaction des rapports sur la passation et l'exécution des marches et delegations de service public pour l'autorité contractante et leur transmission à la direction nationale du contrôle des marches publics et à l'autorité de régulation des marches publics. La personne responsable des marches publics doit dans ce cadre mettre également en œuvre l'ensemble des procédures d'enregistrement des différentes phases, qu'elles soient administratives, techniques ou financières des procédures de passation et d'exécution des marches et en assurer l'archivage par des méthodes modernes et efficaces. Dans ce cadre, elle est tenue d'adresser à l'autorité de régulation des marches publics copie des avis de non objection, des autorisations, procès verbaux, rapports d'évaluation, contrat afférent à chaque marché et delegations et de tout rapport d'activité de la commission de contrôle des marches de l'autorité contractante.

Art. 2 : La personne responsable des marches publics est désignée par l'autorité contractante. Elle est nommée par arrêté du ministre ou décision du représentant de l'autorité contractante pour les personnes morales autres que les départements ministériels, pour un mandat de trois (3) ans renouvelable une (1) fois.

Le mandat prend fin, soit à l'expiration normale de sa durée, soit par décès ou par démission. Il prend également fin par révocation, à la suite d'une faute grave ou d'agissements incompatibles avec les fonctions assumées.

Art. 3 : La personne responsable des marches publics est tenue à l'obligation du secret des délibérations et décisions émanant de l'autorité contractante ou de ses structures internes impliquées dans la chaîne de passation des marches et delegations et au respect du secret professionnel pour les informations, faits, actes et renseignements dont elle a connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

Les fonctions de personne responsable des marches publics ne sont pas cumulables avec l'exercice d'une autre fonction administrative au titre de la passation des marches au sein d'une autre autorité contractante, de contrôle ou de régulation des marches publics et delegations de service public.

Les fonctions de personne responsable des marches publics sont incompatibles avec toute détention directe ou indirecte d'intérêts dans les entreprises soumissionnaires des marchés publics et délégations de service public, toute fonction salariée ou tout bénéfice, rémunération ou avantage sous quelque forme que ce soit accordé par ces entreprises ; la personne responsable des marches publics ne peut davantage exercer de fonction élective et d'activité commerciale ou de consultation en rapport avec ses missions.

La personne responsable des marches publics ne peut soumissionner à un marché dont elle a ou a eu à connaître dans le cadre de ses fonctions.

La personne responsable des marches publics ne peut participer à une délibération des organes de passation ou de contrôle de l'autorité contractante si, au cours des deux années précédant sa nomination, elle a, directement ou indirectement, collaboré aux activités de l'entreprise ou de la personne concernée par la délibération qui lui est soumise.

De même, il est interdit à la personne responsable des marches publics dans l'année à compter de la cessation de ses fonctions, de prendre des participations ou de s'engager par contrat de travail ou de prestation de service, dans une entreprise attributaire d'un marché ou d'une délégation.

La personne responsable des marches publics doit, lors de son entrée en fonctions et à la fin de celles-ci, faire sur l'honneur une déclaration écrite de tous ses biens et patrimoine adressée au président de la Cour des comptes.

CHAPITRE II - DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS ET DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC

Art. 4 : La personne responsable des marches publics est assistée par les services techniques de l'autorité contractante bénéficiaires de l'acquisition, et dont elle coordonne les activités, dans la mise en œuvre du processus de planification, de passation et de gestion des marches publics et delegations de service public.

Lesdits services techniques assurent, notamment pour le compte de la personne responsable des marches publics, l'exécution des phases de préparation des dossiers d'appels d'offres, d'ouverture et d'évaluation des offres et propositions.

Art. 5 : Les phases d'ouverture et d'évaluation des offres sont organisées sous la responsabilité de la personne responsable des marches publics.

Elle est assistée dans cette mission par une commission de passation des marches chargée des opérations d'ouverture et d'évaluation des offres et des propositions dont elle assure la présidence ; elle peut s'y faire représenter.

Cette commission est composée de cinq (5) membres permanents désignés par l'autorité contractante sur la base de critères d'intégrité morale, de qualification et d'expérience dans les domaines juridique, technique et économique des marches publics et delegations de service public.

La personne responsable des marchés publics peut également confier à une sous-commission d'analyse, dont les membres sont choisis au sein de la commission de passation des marchés et des directions techniques ou de programmation et/ou du service bénéficiaire concerné, l'évaluation et le classement des candidatures, des offres et propositions qui doivent être mises en œuvre conformément aux dispositions des articles 56 et suivants du code des marchés publics et délégations de service public.

La présidence de la sous-commission d'analyse est assurée par un membre de la commission de passation des marchés et le secrétariat, par la direction technique ou service bénéficiaire de l'autorité contractante.

Les membres de la commission de passation des marchés et de la sous-commission d'analyse sont soumis aux mêmes incompatibilités et obligations que la personne responsable des marchés publics. Aucun membre de la commission de passation des marchés ou de la sous-commission d'analyse ne peut être poursuivi sur le plan disciplinaire pour les propos tenus et les votes émis au cours de leurs réunions.

A la demande de l'autorité de régulation des marchés publics, un observateur indépendant, choisi par cette dernière, peut assister à l'ensemble des opérations d'évaluation. Il établit un rapport qu'il transmet à l'autorité de régulation.

Art. 6 : Les membres permanents de la commission de passation des marchés sont nommés par arrêté pour une période de deux (2) ans renouvelable deux fois. Leur mandat prend fin, soit à l'expiration normale de sa durée, soit par décès ou par démission. Il prend également fin par révocation, à la suite d'une faute grave ou d'agissements incompatibles avec leurs fonctions, après avis du conseil de régulation de l'autorité de régulation des marchés publics.

Art. 7 : La personne responsable des marchés publics bénéficie chaque année d'une dotation budgétaire dont elle assure la gestion, sous le contrôle de l'autorité contractante.

Ce budget prend en compte le versement au personnel membre de la commission de passation des marchés et de la sous-commission d'analyse d'une indemnité dont les modalités d'attribution et le montant sont fixés chaque année par un arrêté du ministre chargé des Finances en ce qui concerne les institutions de l'Etat et les ministères.

Art. 8 : Dans un délai maximal de trente (30) jours à compter de l'ouverture des offres ou des propositions, la commission de passation des marchés adopte des recommandations d'attribution provisoire du marché ou de la délégation.

La commission de passation des marchés a également compétence pour examiner les propositions faites dans le cadre de procédures de demande de cotations effectuées en dessous des seuils de passation déterminés par voie réglementaire.

CHAPITRE III - DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DE CONTROLE DES MARCHES PUBLICS ET DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC

Art. 9 : Une Commission de Contrôle des Marchés Publics (CCMP), est créée auprès de chaque autorité contractante et placée sous la responsabilité de la personne responsable des marchés publics. Elle est chargée du contrôle a priori de la régularité de la procédure de passation des marchés publics et délégations de service public, depuis la phase de planification jusqu'à l'attribution du marché ou de la délégation, et ce pour les marchés publics d'un montant supérieur à un seuil fixe par voie réglementaire.

A ce titre, la commission de contrôle des marchés publics :

- procède à la validation du plan de passation de marchés de l'autorité contractante et des dossiers d'appel d'offres avant le lancement de l'appel à la concurrence et la publication correspondante ;

- émet des avis de non objection et accorde les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par la réglementation en vigueur ; à ce titre, elle exerce les mêmes compétences que la direction nationale du contrôle des marchés publics ;

- procède à la validation du rapport d'analyse comparative des offres ou propositions et du procès-verbal d'attribution provisoire du marché ou de la délégation approuvés par la commission de passation des marchés ;

- procède à un examen juridique et technique du dossier du marché avant de le valider et, au besoin, propose toute modification de nature à garantir la conformité du marché avec le dossier d'appel d'offres et la réglementation en vigueur ;

- procède à la validation des projets d'avenants ;

- établit à l'attention du représentant de l'autorité contractante un rapport annuel d'activités.

Art. 10 : La commission de contrôle des marchés publics est composée de cinq (5) membres désignés par l'autorité contractante.

Les membres de la commission de contrôle des marchés publics sont soumis aux règles prévues aux articles 3, 5 (alinéa 3) et 6 du présent décret.

Ils ne peuvent pas, en tout état de cause, avoir participé aux opérations préalables de la procédure de passation du marché ou de la délégation considérée.

Art. 11 : Les membres de la commission de contrôle des marchés publics désignent chaque année en leur sein un président.

Un rapporteur de séance, désigné au sein des membres de la commission de contrôle des marchés publics, prépare un rapport de contrôle et dresse le procès-verbal des délibérations de la commission. Le procès-verbal est signé par le président et le rapporteur.

La commission de contrôle des marchés publics peut faire appel à toute personne dont elle juge utile de recueillir l'avis.

Aucun membre de la commission de contrôle des marchés publics ne peut être poursuivi sur le plan disciplinaire pour les propos tenus et les votes émis au cours de ses réunions. A la demande de l'autorité de régulation des marchés publics, un observateur indépendant, choisi par cette dernière, peut assister à l'ensemble des opérations de contrôle. Il établit un rapport qu'il transmet à l'autorité de régulation.

Art. 12 : Les membres de la commission de contrôle des marchés publics consultent au Siège de l'autorité contractante un exemplaire de l'ensemble des pièces sur lesquelles ils ont à se prononcer et qui sont mises à leur disposition au moins soixante-douze (72) heures à l'avance.

La commission de contrôle des marchés publics ne peut délibérer que si au moins quatre (4) des cinq (5) membres sont présents. Elle délibère à huis clos et le débat est revêtu du secret absolu.

La commission de contrôle des marchés publics dispose d'un délai maximal de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date de réception d'un dossier pour se prononcer, et transmettre, sur la base du rapport de contrôle préparé par son rapporteur qu'elle valide ou modifie, à la commission de passation des marchés, sa décision.

Les décisions de la commission de contrôle des marchés publics sont prises à la majorité simple des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Les décisions de la commission de contrôle des marchés publics doivent être motivées.

Elles peuvent être transmises à tout soumissionnaire intéressé qui en fait la demande, pour autant qu'elles concernent les procédures auxquelles ils ont participé.

Si la décision de la commission de contrôle des marchés publics est favorable, l'autorité contractante peut poursuivre la procédure de passation du marché ou de la délégation de service public.

Les désaccords entre la personne responsable des marchés publics, la commission de passation des marchés et la commission de contrôle des marchés publics sont soumis à l'arbitrage de l'autorité de régulation des marchés publics selon les modalités définies par le décret régissant le fonctionnement de l'autorité de régulation des marchés publics.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS FINALES

Art. 13 : Le ministre chargé des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 30 décembre 2009

Le président de la République
Fauré Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Gilbert Fossoun HOUNGBO

Le ministre de l'économie et des finances
Adjil Oteth AYASSOR

DECRET N° 2009-298/PR du 30/12/2009 portant augmentation du capital social de l'Union Togolaise de Banque (UTB)

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances,
Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;
Vu la loi n° 90-26 du 04 décembre 1990 portant réforme du cadre institutionnel et juridique des entreprises publiques ;
Vu le décret n° 91-197/PR du 16 août 1991 pris pour l'application de la loi n° 90-26 du 04 décembre 1990 susvisée ;
Vu le décret n° 2008-050/PR du 7 mai 2008 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;
Vu le décret n° 2008-121/PR du 07 septembre 2008 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le décret n° 2008-122/PR du 15 septembre 2008 portant composition du Gouvernement et ensemble les textes qui l'ont modifié ;
Vu l'avis n° 0112007 de la BCEAO en date du 2 novembre 2007 ;
Vu les statuts de l'Union Togolaise de Banque (UTB) ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier: Le capital social de l'Union Togolaise de Banque (UTB) est porté de deux à cinq milliards (5 000 000 000) de francs CFA.

Art. 2 : Le ministre de l'économie et des finances est chargé, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 30 décembre 2009

Le président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Gilbert Fossoun HOUNGBO

Le ministre de l'économie et des finances

Adji Oteth AYASSOR

DECRET N° 2009-299/PR du 30/12/2009 relatif à l'achat et à la vente des substances minérales précieuses et semi-précieuses au Togo

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre des mines et de l'énergie, du ministre de l'économie et des finances et du ministre délégué auprès du Président de la République, chargé du Commerce et de la Promotion du Secteur privé.

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 96-004/PR du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

Vu le décret n° 2008-121/PR du 7 septembre 2009 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2008-122/PR du 15 septembre 2008 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Conformément aux dispositions de la loi n° 96-004/PR du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise, la commercialisation des substances minérales précieuses et semi-précieuses est subordonnée à l'obtention d'une autorisation.

Un arrêté du ministre chargé des mines précisera les éléments constitutifs de la demande d'autorisation.

Art. 2 : L'autorisation de commercialisation des substances minérales précieuses et semi-précieuses est accordée par décret en conseil des ministres.

Art. 3 : Les valeurs mercuriales des substances minérales précieuses et semi-précieuses sont fixées par arrêté conjoint du ministre chargé des mines et du ministre chargé des finances.

Art. 4 : Les droits de sortie (taxes douanières) sont fixés à 4,5 % de la valeur mercurielle.

Art. 5 : Le montant de la caution garantissant les obligations de tout demandeur d'une autorisation d'achat et de vente de substances minérales précieuses et semi-précieuses et le montant des frais d'instruction des demandes d'autorisation sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des mines, du ministre chargé des finances et du ministre chargé du commerce.

Art. 6 : Sont abrogés le décret n° 2002-024/PR du 2 avril 2002 relatif à l'achat et à la vente des substances minérales précieuses et semi-précieuses au Togo ainsi que le décret n° 2003-167/PR du 22 mai 2003 le modifiant.

Art. 7 : Le ministre de l'économie et des finances, le ministre des mines et de l'énergie et le ministre délégué auprès du Président de la République, chargé du commerce et de la Promotion du Secteur privé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 30 décembre 2009

Le président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Gilbert Fossoun HOUNGBO

Le ministre des mines et de l'énergie
Dammipi NOUPOKOU

Le ministre de l'économie et des finances
Adji Oteth AYASSOR

Le ministre délégué auprès du président de la République, chargé du commerce et de la promotion du Secteur privé
Guy Madje LORENZO